**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU
PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

**Vingt-deuxième session
Kyoto, Japon
30 novembre - 5 décembre 1998**

Point 9 de l'Ordre du jour provisoire: Suite à donner au travail de l'Organe consultatif du Comité du patrimoine mondial

RESUME

Antécédents

A sa vingt et unième session, en décembre 1997, le Comité avait demandé que l'Organe consultatif étudie les quatre questions suivantes et présente un rapport à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial et de son Bureau :

1. Questions techniques
2. Communication et promotion
3. Evaluation de la gestion administrative du Centre du patrimoine mondial
4. Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et directives pour la collecte de fonds.

L'Organe consultatif s'est réuni les 29 et 30 avril 1998 pour examiner ces quatre questions sur la base des documents de discussion préliminaires rédigés par ses membres. A sa vingt-deuxième session (22-27 juin 1998), le Bureau a examiné le Rapport du Rapporteur de l'Organe consultatif et ses recommandations, et a formulé des recommandations spécifiques à soumettre au Comité du patrimoine mondial. Certaines recommandations du Bureau ont nécessité un suivi substantiel de la part du Centre du patrimoine mondial et des organismes consultatifs, mais aussi des membres de l'Organe consultatif.

Résumé

Ce document présente les recommandations du Bureau au Comité sur ces quatre questions, rend compte du suivi de ces recommandations et suggère, à la fin de chaque section, les décisions particulières à prendre par le Comité.

ANTECEDENTS

A sa vingtième session, en décembre 1996, le Comité avait demandé un audit financier du Fonds du patrimoine mondial pour l'exercice clos au 31 décembre 1996, ainsi qu'une évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial. Par ailleurs, le Comité a créé un organe consultatif pour "prendre des mesures sur la proposition adoptée par le Comité et pour entreprendre une étude de la manière dont le Centre du patrimoine mondial a assisté le Comité dans la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial".

A sa vingt et unième session, en décembre 1997, le Comité avait demandé que l'Organe consultatif étudie quatre questions et présente un rapport à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial et de son Bureau :

1. Questions techniques
2. Communications et promotion
3. Evaluation de la gestion administrative et audit financier
4. Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et directives pour la collecte de fonds.

L'Organe consultatif a demandé au Professeur Francioni (Italie) d'en assurer la présidence en 1998. Les membres de l'Organe consultatif sont : l'Australie, le Bénin, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon, le Liban, Malte, le Mexique et le Zimbabwe. Une réunion de l'Organe consultatif s'est tenue les 29 et 30 avril 1998 au siège de l'UNESCO. A l'invitation du Président, des représentants de l'Allemagne et de la Grèce ont également assisté à la réunion, ainsi que des observateurs de l'Equateur et de la Hongrie, et le Directeur du Centre du patrimoine mondial.

Conformément à la décision qu'a prise l'Organe consultatif en décembre 1997, les documents de discussion préliminaires sur les quatre questions ont été mis au point par des membres désignés de l'Organe consultatif. Ces documents de travail ont ensuite étayé les délibérations de l'Organe consultatif sur ces quatre points lors de sa réunion en avril. Le Rapport du Rapporteur de la réunion de l'Organe consultatif a été adopté le 24 juin 1998, puis discuté à la vingt-deuxième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial.

A sa vingt-deuxième session (22-27 juin 1998), le Bureau a examiné le Rapport du Rapporteur de l'Organe consultatif et a adressé des recommandations spécifiques au Comité du patrimoine mondial. Certaines recommandations du Bureau ont nécessité un suivi substantiel de la part du Centre du patrimoine mondial et des organismes consultatifs, mais aussi des membres de l'Organe consultatif.

Ce document présente les recommandations du Bureau au Comité sur ces quatre questions, rend compte du suivi de ces recommandations et suggère, à la fin de chaque section, les décisions particulières à prendre par le Comité.

1. Questions techniques

A la demande de la vingt et unième session du Comité, l'Organe consultatif a étudié les questions techniques suivantes :

- (a) l'application des critères culturels (i) et (vi) ;
- (b) l'examen de l'authenticité ;
- (c) le déséquilibre de la Liste du patrimoine mondial et
- (d) la mise en œuvre de la Stratégie globale.

Le document rédigé par l'Australie, les contributions de Malte, du Zimbabwe, de l'ICOMOS et de la Grèce, et le rapport de la réunion d'experts sur la Stratégie globale, qui s'est tenue à Amsterdam (Pays-Bas) en mars 1998 (voir document d'information WHC-98/CONF.203/INF.7), ont constitué la base des discussions sur les Questions techniques.

(a) L'application des critères culturels (i) et (vi)

Le texte relatif aux critères culturels (i) et (vi) figure au paragraphe 24(a) des *Orientations*.

Le Bureau a adopté la recommandation suivante de l'Organe consultatif relative à l'application des critères culturels (i) et (vi):

15. En ce qui concerne une interprétation plus stricte du critère culturel (i), la réunion d'experts d'Amsterdam a créé un groupe de travail, présidé par Madame Bercé (France), pour mettre au point la rédaction d'un nouvel ensemble de critères, pour les rendre opérationnels et pour présenter des recommandations à cet égard à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial. Il est suggéré de transmettre à ce groupe les propositions de rédaction de M. Demicoli.

Par ailleurs, le Bureau a adopté les recommandations suivantes :

A la lumière de l'appui apporté aux recommandations de la réunion d'experts d'Amsterdam... par l'Organe consultatif, le Bureau recommande au Comité d'apporter son appui aux recommandations de la réunion d'experts d'Amsterdam.

Le Bureau demande au Centre du patrimoine mondial, en coopération avec les organismes consultatifs, de coordonner la préparation des projets de révision aux sections des Orientations traitant des critères, de l'examen de l'authenticité et des conditions d'intégrité, pour soumission et décision finale à la vingt-deuxième session du Comité.

Les organismes consultatifs et les participants à la réunion d'Amsterdam ont examiné les projets de révision des *Orientations*.

Décisions requises : Que le Comité discute des projets de révision des *Orientations* au **Point 14 de l'Ordre du jour provisoire : Révision des Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial.**

Que le Comité examine le rapport de la réunion d'experts sur la Stratégie globale qui s'est tenue à Amsterdam (Pays-Bas) en mars 1998 (document d'information WHC-98/CONF.203/INF.12), au Point 10 de l'Ordre du jour provisoire : **Rapport d'avancement, synthèse et plan d'action de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative.**

(b) L'examen de l'authenticité

L'examen de l'authenticité figure au Paragraphe 24(b)(i) des *Orientations*.

L'Organe consultatif et le Bureau ont conclu qu'il fallait être plus strict pour procéder à l'examen de l'authenticité dans des lieux où le tissu est le plus important. Ils ont aussi recommandé de procéder à un examen plus attentif de la signification de "l'authenticité" dans différents contextes régionaux et notamment pour des cultures vivantes.

Le Bureau a adopté la recommandation suivante de l'Organe consultatif relative à l'examen de l'authenticité.

21. L'Organe consultatif a conclu en demandant que le texte sur les critères qui inclut également l'intégrité et l'authenticité, préparé à l'issue de la réunion d'experts d'Amsterdam, soit porté devant le Bureau. La Déléguée de l'Australie a noté que la communication finale devait se référer aux documents transmis par Malte, le Zimbabwe et la Grèce.

Les organismes consultatifs et les participants à la réunion d'Amsterdam ont examiné les projets de révision relatifs aux critères, à l'examen de l'authenticité et aux conditions d'intégrité énoncés dans les *Orientations*.

Décision requise : Que le Comité discute les projets de révision des critères, de l'examen de l'authenticité et des conditions d'intégrité énoncés dans les *Orientations* au **Point 14 de l'Ordre du jour provisoire : Révision des *Orientations* devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial.**

(c) Le déséquilibre de la Liste du patrimoine mondial et (d) la mise en oeuvre de la Stratégie globale

L'Organe consultatif a discuté en détail de l'équilibre de la Liste du patrimoine mondial et de la mise en oeuvre de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial crédible et représentative. Le principal sujet de discussion a été de trouver le moyen d'accélérer la mise en oeuvre de la Stratégie globale tout en maintenant les droits des Etats parties.

Les recommandations suivantes de l'Organe consultatif concernant l'équilibre de la Liste et la Stratégie globale ont été adoptées par le Bureau :

35. Notant qu'il avait, d'une manière générale, approuvé les conclusions de la réunion d'experts d'Amsterdam, l'Organe consultatif les a portées devant le Bureau;

L'Organe consultatif a recommandé que :

- *en particulier, dans le cadre des débats de la réunion d'experts, d'entreprendre un travail supplémentaire de répartition des thèmes culturels exposés lors de la réunion d'experts sur la Stratégie globale de 1994 en sous-thèmes qui aideraient à l'identification des types de lieux qui sont sur ou sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial. Ce travail devrait reconnaître le caractère indissociable du patrimoine naturel et culturel ;*

- *que lors de l'étude des moyens d'améliorer l'équilibre et la représentativité de la Liste du patrimoine mondial, les droits souverains des Etats parties soient totalement respectés et qu'il soit fait référence au paragraphe 6 (vii) des Orientations.*
- *que le Centre du patrimoine mondial prépare un plan d'action comportant des priorités afin d'accélérer la mise en oeuvre de la Stratégie globale. Le plan d'action devra inclure une référence (i) aux méthodes de communication des objectifs et d'une approche thématique et régionale de la Stratégie globale à tous les Etats parties, (ii) aux objectifs à fixer en ce qui concerne les régions et les sous-thèmes actuellement sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial, et (iii) aux moyens de répartir et d'augmenter les ressources disponibles pour les Etats parties afin d'assurer la conservation durable à long terme des biens du patrimoine mondial. La préparation d'un plan d'action qui devrait être présenté à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial, est dans la ligne du paragraphe 43 du rapport de l'Evaluation de la gestion administrative de 1997.*

En résumé,

Le Bureau demande au Centre du patrimoine mondial de préparer, en étroite coopération avec les organismes consultatifs, un plan d'action comportant des priorités pour la mise en oeuvre future de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial représentative et équilibrée, et de le soumettre à l'approbation de la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial.

Le plan d'action comportant des priorités pour la mise en oeuvre future de la Stratégie globale, élaboré par le Centre du patrimoine mondial en consultation avec l'ICOMOS, l'ICCROM et l'UICN, figure dans le document de travail WHC-98/CONF.203/12.

Décision requise : Que le Comité discute le plan d'action pour la Stratégie globale au **Point 10 de l'Ordre du jour provisoire : Rapport d'avancement, synthèse et plan d'action de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative.**

2. Communication et promotion

Le Canada a rédigé un document de discussion sur la communication et la promotion, que l'Organe consultatif a examiné les 29 et 30 avril 1998.

Les recommandations suivantes relatives à la communication et à la promotion du patrimoine mondial ont été formulées par l'Organe consultatif et approuvées à la vingt-deuxième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial en juin 1998 :

Recommandation I

Le Comité du patrimoine mondial devrait adopter un ensemble de principes et d'orientations pour la conduite future des activités de communication et de

promotion. Alors que toute personne privée, organisation ou entreprise peut librement publier ou produire des produits en rapport avec le patrimoine mondial, toute autorisation pour le faire en association officielle avec l'UNESCO et l'utilisation de l'emblème est la prérogative du Comité du patrimoine mondial et de l'UNESCO et relèvera donc des principes et orientations qui suivent. Ceux-ci s'appliqueraient aux Etats parties, au Centre du patrimoine mondial, aux Editions de l'UNESCO et à l'Office de l'information du public de l'UNESCO.

Principes:

- *Les Etats parties détiennent un contrôle total du contenu des textes et des images associés aux sites du patrimoine mondial situés sur leur territoire*
- *La qualité du contenu est prioritaire par rapport à la quantité des produits*
- *Les produits relatifs à la communication et à la promotion respectent les valeurs et les objectifs de la Convention*
- *Priorité est donnée aux produits dotés d'une valeur éducative, culturelle, scientifique ou artistique*
- *Les produits autorisés n'exploitent pas les sites du patrimoine mondial ni ne les mettent en péril*
- *Les revenus provenant des activités de communication et de promotion profitent aux sites du patrimoine mondial ou au Fonds du patrimoine mondial en accord avec les Etats parties concernés.*

Orientations :

- *Les textes et images classiques sont régulièrement mis à jour par les Etats parties et ensuite diffusés par le Centre du patrimoine mondial sur demande sans autre approbation des Etats parties*
- *Les textes et images pour les produits d'information et de promotion du patrimoine mondial sont étudiés et approuvés par écrit par les Etats parties pour ce qui est des sites du patrimoine mondial situés sur leur territoire, avant l'octroi de l'autorisation d'utiliser l'emblème*
- *Le choix de partenaires extérieurs pour parrainer les produits d'information et de promotion se fait conformément à l'Annexe V des "Internal Guidelines" de l'UNESCO et exige l'accord des Etats parties ; les cas douteux sont déférés au Président du Comité du patrimoine mondial.*

Recommandation II

Le Comité du patrimoine mondial devrait étudier et approuver un plan stratégique pour les activités de communication et de promotion, y compris des marchés visés, de la portée attendue, des implications en termes de coûts (y compris un potentiel de recouvrement des coûts) et des mesures de performances. Il faudrait comparer chaque année les performances par rapport au plan et faire les ajustements nécessaires. Le Comité devrait évaluer périodiquement l'analyse coût-efficacité et les résultats de ses activités en matière d'information et d'éducation.

Recommandation III

Une étude commerciale sur la publication trimestrielle La Revue du Patrimoine Mondial devrait être soumise au Comité du patrimoine mondial pour examen car il n'y a jamais eu d'accord officiel à ce sujet. L'étude commerciale devrait inclure des informations sur la diffusion, les lecteurs, la qualité, la durabilité, les coûts (en termes financiers et de temps passé par le personnel), la politique de parrainage par des entreprises et les options.

A sa vingt-deuxième session, le Bureau a adopté les recommandations suivantes relative à la communication et à la promotion du patrimoine mondial :

1. Le Bureau approuve les principes et orientations énumérés au paragraphe 52 du Rapport de l'Organe consultatif... et recommande leur adoption par le Comité du patrimoine mondial à sa vingt-deuxième session.

2. Le Bureau charge le Centre de préparer un plan stratégique comme indiqué dans le Rapport de l'Organe consultatif... pour le travail futur sur les activités de communication et de promotion pour adoption par le Comité du patrimoine mondial à sa vingt-deuxième session. Le plan devrait inclure des dispositions prévoyant un examen périodique. Le Bureau recommande que le Comité évalue périodiquement le rapport coût-efficacité et les impacts de ses activités d'information et d'éducation.

3. Le Bureau demande au Centre de préparer une étude commerciale comme indiqué dans le Rapport de l'Organe consultatif... concernant la Revue du Patrimoine Mondial pour soumission à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial.

Le document de travail WHC-98/CONF.203/15 présente un ***Plan stratégique pour les activités de documentation, d'information et d'éducation relatives au patrimoine mondial***, qui illustre la stratégie proposée par le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO en matière de communication et de promotion du patrimoine mondial, à soumettre à l'approbation du Comité du patrimoine mondial à sa vingt-deuxième session, à la demande du Bureau à sa vingt-deuxième session.

Le document de travail WHC-98/CONF.203/15 présente également une ***Etude commerciale concernant la Revue du Patrimoine Mondial***, comme l'avait demandé le Bureau à sa vingt-deuxième session.

Décision requise : Que le Comité discute du projet de *Plan stratégique pour les activités de documentation, d'information et d'éducation relatives au patrimoine mondial* et de l'*Etude commerciale concernant la Revue du Patrimoine Mondial* présentés dans le document de travail WHC-98/CONF.203/15 au **Point 13 de l'Ordre du jour provisoire : Activités de documentation, d'information et d'éducation relatives au patrimoine mondial.**

3. Evaluation de la gestion administrative et audit financier

L'Organe consultatif a examiné les recommandations contenues dans l'évaluation de la gestion administrative et l'audit financier en se référant à un document de discussion préparé par la France et l'Italie.

Le Bureau a adopté les recommandations suivantes :

1. *Le Bureau,*

Ayant pris note des paragraphes 79 à 89 du "Rapport sur le travail de l'Organe consultatif du Comité", a adopté la décision suivante :

Qu'un document détaillé soit préparé par le Directeur général de l'UNESCO et mis à la disposition des membres du Comité avant la fin du mois d'octobre 1998. Ce rapport devrait préciser :

- *les tâches et fonctions du Centre du patrimoine mondial en tant que Secrétariat de la Convention ;*
- *les modalités d'intervention et de collaboration avec d'autres Secteurs spécialisés de l'UNESCO dans le domaine du patrimoine mondial ;*
- *les modalités de coordination des autres Secteurs avec le Centre du patrimoine mondial.*

Le document sera présenté à la vingt-deuxième session du Comité, qui formulera alors sa recommandation à l'Assemblée générale des Etats parties.

2. *Le Bureau,*

Tenant compte du paragraphe 90 du Rapport de l'Organe consultatif, a recommandé que :

L'UNESCO et le Centre du patrimoine mondial :

- *veillent à ce que tous les postes permanents du Centre soient clairement identifiés avec une description des tâches correspondantes et des qualifications requises pour l'emploi selon une application rigoureuse de la norme de classement. Ce document doit être approuvé et rendu public.*
- *pourvoient tous les emplois permanents.*

3. *Le Bureau,*

Tenant compte des paragraphes 91 à 109 du Rapport de l'Organe consultatif, a adopté ce qui suit :

Partage le sentiment que des ambiguïtés subsistent sur la manière dont ont été adoptées et appliquées les décisions sur les fonds relatifs aux programmes et aux projets relevant de la mise en oeuvre de la Convention de 1972 ;

Réaffirme que cette préoccupation doit faire l'objet d'un examen attentif d'une manière urgente ;

Recommande au Directeur général de spécifier clairement (dans le rapport demandé dans la Recommandation 1 ci-dessus) :

- *la manière dont les décisions sont adoptées et appliquées sur l'utilisation des fonds associés à la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial ;*
- *les tâches et fonctions du Centre du patrimoine mondial en ce qui concerne l'utilisation des fonds en tant que Secrétariat de la Convention.*

Le Directeur général travaille actuellement à la rédaction de ce rapport.

Le Centre du patrimoine mondial a rédigé un *rapport d'avancement sur le suivi du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial"*, qui figure dans l'ANNEXE I de ce document.

Le *"Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial"* est remis à la disposition du Comité qui pourra s'y référer en consultant le document d'information WHC-98/CONF.203/INF.16.

Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter examiner le *rapport d'avancement sur le suivi du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial"* qui figure dans l'ANNEXE I.

4. Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et orientations pour la collecte de fonds

Le Japon et les Etats-Unis d'Amérique ont préparé un document de discussion sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et la collecte de fonds.

Les recommandations suivantes relatives à l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et à la collecte de fonds ont été adoptées par le Bureau après avoir examiné le travail de l'Organe consultatif:

Le Bureau a demandé aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, qui ont déjà pris des mesures pour protéger l'emblème, de fournir un texte juridique en tant que document d'information pour le Bureau à sa vingt-deuxième session extraordinaire.

Ces textes juridiques n'avaient pas été reçus lors de la rédaction définitive de ce document.

Bien que les orientations concernant l'utilisation de l'emblème, le contrôle de qualité et la collecte de fonds aient été approuvées en principe, les délégués du Japon et des Etats-Unis d'Amérique ont proposé de les amender, en coopération avec le Centre, pour refléter les décisions obtenues lors des débats. Les orientations amendées seront préparées pour la vingt-deuxième session extraordinaire du Bureau du patrimoine mondial avant d'être soumises au Comité.

Une réunion a eu lieu le 3 septembre 1998 avec les représentants des unités et des secteurs concernés de l'UNESCO, afin de discuter des orientations proposées pour l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et la collecte de fonds, dans un document rédigé par les

Etats-Unis d'Amérique et le Japon. Le but de la réunion consistait à obtenir les conseils et les avis de ces secteurs et de ces unités en complément de la révision des orientations. Les conclusions de la réunion ont été transmises aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon. Une réunion entre le Centre du patrimoine mondial, les Etats-Unis d'Amérique et le Japon a été organisée les 20 et 21 octobre afin de poursuivre les discussions à ce sujet. Il est prévu de présenter un rapport sur les conclusions de ces réunions à la vingt-deuxième session extraordinaire du Bureau du Comité du patrimoine mondial qui se tiendra du 27 au 28 novembre 1998 à Kyoto (Japon).

Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter convenir des progrès réalisés dans la révision des *Orientations concernant l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et la collecte de fonds*. Par ailleurs, le Comité pourrait souhaiter décider des modalités et du calendrier pour la rédaction définitive des *Orientations*.

ANNEXE I

RAPPORT D'AVANCEMENT SUR LE SUIVI DU "RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE AU DIRECTEUR GENERAL DE L'UNESCO SUR L'EVALUATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL"

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
	<p>Préambule</p> <p>J'ai soigneusement lu le rapport susmentionné et j'ai pris note des 35 recommandations présentées par l'Auditeur externe. Je souhaite remercier le Vérificateur général du Canada de son travail réfléchi et de ses conseils.</p> <p>La plupart des recommandations proposées sont plutôt générales. En conséquence, il est très difficile de voir comment il est possible d'en envisager l'application immédiate afin d'améliorer encore le bon fonctionnement du Comité du patrimoine mondial et du Centre du patrimoine mondial. Cela est peut-être dû au temps extrêmement limité qui a été réservé à l'évaluation (environ trois mois).</p> <p>A mon avis, outre les questions soulevées dans le rapport, le plus important est de renforcer la conservation des sites du patrimoine mondial par un suivi plus étroit et décentralisé de l'état de conservation de ces sites.</p> <p>J'ai essayé de répondre à chacune des recommandations de la manière la plus positive et la plus constructive possible. Cela m'intéresse également de connaître l'opinion du Comité, à la fois sur le rapport et sur ses recommandations. En particulier, je souhaite maintenant que l'on établisse un ensemble détaillé de priorités et que l'on convienne d'un calendrier de mise en oeuvre. Pour finir, je voudrais assurer les membres du Comité du patrimoine mondial que je suis à leur service pour mettre en oeuvre les recommandations concrètes qu'ils pourraient juger pertinentes et dont la mise en oeuvre est réalisable.</p>	<p>Antécédents</p> <p>Lors de sa réunion des 29-30 avril 1998, l'Organe consultatif a examiné les recommandations portant sur l'évaluation de la gestion administrative et l'audit financier en se référant à un document de discussion présenté par la France et l'Italie (section D du document d'information WHC-98/CONF.201/INF.11).</p> <p>Le délégué de la France a présenté la première partie du document de discussion qui avait été préparé par la France et l'Italie. Il a déclaré qu'aucune nouvelle recommandation n'avait été ajoutée, mais qu'une analyse du rapport de l'Auditeur externe avait été faite comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le fonctionnement du Centre du patrimoine mondial classé selon trois catégories ; ▪ Les capacités techniques du Centre ; ▪ La gestion des ressources humaines. <p>Le délégué de la France a indiqué que le Rapport était extrêmement complet et traitait de nombreuses difficultés quotidiennes du Centre. Il a toutefois rappelé que le Comité du patrimoine mondial, réuni à Naples en décembre 1997, avait estimé que les commissaires aux comptes avaient outrepassé leur mandat en envisageant une redéfinition du rôle du Comité et du Centre du patrimoine mondial. A ce sujet, plusieurs délégués ont affirmé qu'il était également important que l'Evaluation de la gestion administrative ait étudié et fait des commentaires sur le rôle du Comité et du Centre.</p>	<p>Antécédents</p> <p>A la 22^{ème} session du Bureau (22-27 juin 1998) les délégués de la France et de l'Italie ont présenté les conclusions de l'Organe consultatif à ce sujet et ont attiré tout particulièrement l'attention du Bureau sur les recommandations relatives à l'évaluation de la gestion administrative (paragraphe 78 à 90) et à l'audit financier au paragraphe 110 du Rapport du Rapporteur de l'Organe consultatif (document de travail WHC-98/CONF.201/4 Corr.).</p> <p>Au cours du débat sur cette question, le Président a souligné la nécessité de clarifier et de réduire les ambiguïtés concernant les rôles respectifs et le cadre institutionnel du Comité, du Centre du patrimoine mondial et des différents secteurs de l'UNESCO. Dans sa réponse, le Directeur du Centre a assuré le Bureau que le Directeur général de l'UNESCO veillait à ce que le Secrétariat du Comité du patrimoine mondial soit à la fois efficient et efficace.</p>	<p>Antécédents</p> <p>L'Evaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial a été réalisée entre septembre et novembre 1997 par l'Auditeur externe de l'UNESCO (le Vérificateur général du Canada). Le Rapport sur l'évaluation de la gestion administrative a été adressé le 20 novembre 1997 au Directeur général de l'UNESCO (voir document d'information WHC-98/CONF.203/INF.16).</p> <p>Ce tableau synoptique rend compte des mesures prises par l'UNESCO et le Centre du patrimoine mondial pour traiter les recommandations formulées dans le Rapport sur l'évaluation de la gestion administrative.</p> <p>Les décisions requises par le Comité sont clairement indiquées dans l'ensemble du tableau.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>Direction stratégique</p> <p>27. Le Comité devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • diriger un exercice d'étude stratégique, totalement soutenu par le Centre, prenant pour point de départ un suivi des finalités, objectifs et recommandations adoptés par lui lors de la seizième réunion et énoncés dans le document de 1992 intitulé "Orientations stratégiques pour le futur" ; • veiller à ce qu'un cadre stratégique mis à jour - contenant au minimum une vision, des finalités, des objectifs et des plans d'action à court, moyen et long terme - soit produit pour décembre 1998 et suivi systématiquement grâce à un plan d'action précisant les parties responsables, les calendriers et les mécanismes de soumission de rapports ; et • faire de l'étude de l'état du cadre stratégique un point permanent de son ordre du jour. 	<p>La conduite de l'évaluation stratégique systématique est une étape importante car la mise en oeuvre de presque toutes les autres recommandations du Rapport d'évaluation de la gestion administrative dépendront des résultats d'une telle évaluation.</p>			<p>Une stratégie actualisée et cohérente est nécessaire à la mise en oeuvre de la Convention <i>du patrimoine mondial</i>. Il serait utile de réviser les Orientations stratégiques de 1992, comme cela avait été proposé au Comité lors de sa vingtième session à Mérida (Mexique) en décembre 1996.</p> <p>Décisions requises : Le Comité pourrait souhaiter former un Groupe de planification stratégique du patrimoine mondial qui travaillerait avec le Centre et les organismes consultatifs en vue de présenter au Bureau et au Comité, à leur vingt-troisième session en 1999, une stratégie cohérente pour la mise en oeuvre future de la Convention <i>du patrimoine mondial</i>. Cette stratégie pourrait comprendre, comme cela a été suggéré dans le Rapport sur l'évaluation de la gestion administrative, une vision à long terme, des finalités et des objectifs mesurables, des priorités, une délégation des responsabilités, des plans d'action, un calendrier d'application et un mécanisme de suivi approprié. Les questions de fond sur l'efficacité de la mise en oeuvre de la <i>Convention</i> auraient besoin d'être traitées.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>Mise en oeuvre de la Convention</p> <p>32. Le Comité devrait étudier si sa structure et ses procédures opératoires en vigueur sont toujours appropriées au contexte actuel et faire des recommandations d'amélioration.</p>	<p>Je suis entièrement d'accord ; il est important que le Comité évite au maximum le double emploi dans le programme de travail du Bureau et du Comité et s'assure que le travail du Comité inclut, bien davantage, la participation d'experts reconnus dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel aussi bien que naturel.</p>			<p>Outre la réinstauration d'un cycle biennal de planification et de présentation du budget à l'usage du Fonds du patrimoine mondial (voir recommandation 150 ci-dessous), il est proposé au Comité de déléguer une plus grande responsabilité au Bureau et de renforcer le rôle de la présidence. Il a également été suggéré au Comité de faire appel à des Sous-Comités tels que le Groupe de planification stratégique du patrimoine mondial (voir recommandation 27 ci-dessus).</p> <p>Pour éviter le double emploi et mieux définir les rôles différentiels de l'Assemblée générale des Etats parties, du Comité du patrimoine mondial et de son Bureau, il est proposé à l'avenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'Assemblée générale des Etats parties approuve les comptes du Fonds du patrimoine mondial, élise les membres du Comité du patrimoine mondial et examine les rapports de synthèse régionaux sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, ainsi que leur mise en oeuvre générale de la Convention soumise par les Etats parties et déjà examinée par le Comité. • que le Comité du patrimoine mondial examine et approuve un cycle biennal de planification et de présentation du budget à l'usage du Fonds du patrimoine mondial (voir recommandation 150 ci-dessous). Le Comité devra prendre des décisions quant à l'inscription des biens sur la Liste du patrimoine mondial et la Liste du patrimoine mondial en péril, et qu'il examine uniquement les rapports sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial dont l'inscription est suggérée sur la Liste du patrimoine mondial en péril. • que le Bureau du Comité du patrimoine mondial prépare le travail du Comité s'agissant de l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial et la Liste du patrimoine mondial en péril, qu'il traite tous les rapports sur l'état de conservation des biens et qu'il ait la responsabilité financière et l'autorité pour approuver les demandes d'assistance internationale supérieures à 30.000 \$EU. • que la Présidence ait la responsabilité financière et l'autorité pour approuver les demandes d'assistance internationale supérieures à 30.000 \$EU. <p>Décision requise : Afin d'établir la clarification des fonctions mentionnées ci-dessus, le Comité pourrait souhaiter examiner les projets de révision des Orientations (voir document de travail WHC-98/CONF.203/12) au point 10 de l'Ordre du jour provisoire.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>Classement des sites et inscription</p> <p>43 Le Comité devrait demander au Centre de préparer une analyse des origines des déséquilibres sur la Liste du patrimoine mondial et la liste des sites faisant l'objet d'une proposition d'inscription en vue de remédier aux déséquilibres dans le processus de proposition d'inscription et d'inscription. L'analyse devrait comprendre l'effet des interactions de l'UNESCO et du Centre avec les régions et les Etats parties, y compris les missions dans des régions ou pays particuliers, l'octroi d'assistance préparatoire et l'allocation de fonds pour la préparation de listes indicatives. Le Centre devrait aussi préparer un ensemble d'options reflétant ses conclusions pour que le Comité en débattenne et prenne des décisions.</p>	<p>Il y a eu dans le passé des efforts pour entreprendre une analyse partielle ; par exemple, dans le cadre d'une réunion d'experts du patrimoine naturel et culturel qui s'est tenue dans le Parc de la Vanoise en mars 1996.</p>			<p>Le Centre du patrimoine mondial a préparé cette analyse, en étroite consultation avec les organismes consultatifs, dans le cadre du "Rapport d'avancement, synthèse et plan d'action de la stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative" (voir document de travail WHC-98/CONF.203/12).</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter examiner le "Rapport d'avancement, synthèse et plan d'action de la stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative" (voir document de travail WHC-98/CONF.203/12) au point 10 de l'Ordre du jour provisoire.</p>
<p>51. Le Comité devrait examiner des options pour changer le calendrier du processus de proposition d'inscription ou limiter le nombre de propositions d'inscription étudiées chaque année.</p>	<p>Je ne suis pas d'accord avec cette recommandation. A mon avis, ce qui est important, c'est que le Comité fasse preuve de son autorité et de sa capacité pour juger du mérite de chaque site proposé pour inscription selon sa qualité.</p>			<p>Le calendrier fixé pour le traitement des propositions d'inscription a récemment été modifié et ne nécessite pas d'autre modification.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter conserver le calendrier fixé pour le traitement des propositions d'inscription.</p>
<p>52. Le Comité devrait envisager de réviser les Orientations concernant les propositions d'inscription et les évaluations pour faire appliquer le paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention qui stipule que tous les Etats parties doivent présenter des listes indicatives pour le patrimoine aussi bien culturel que naturel, et d'étendre les calendriers des évaluations des propositions d'inscription, de la préparation des résumés d'évaluation et des consultations avec les Etats parties, fournissant une option "rapide" dans les cas urgents. Toute révision devrait être entreprise en consultation avec les organismes consultatifs.</p>	<p>La présentation de listes indicatives doit également devenir une condition obligatoire pour les sites naturels. Les recommandations de la Stratégie globale, approuvées par le Comité à sa dix-huitième session (1994) définissent les régions et catégories de biens qui sont sous-représentées et pourraient constituer une base pour déterminer les cas indiscutables. Il pourrait être demandé aux organismes consultatifs, en particulier à l'ICOMOS, de prendre pleinement en considération les recommandations de la Stratégie globale et d'apporter plus de rigueur à l'évaluation des propositions d'inscription de catégories de biens qui sont déjà bien représentés sur la Liste.</p>			<p>L'obligation pour tous les Etats parties de présenter des listes indicatives, tant pour les biens naturels que culturels, est envisagée dans le projet de révision des <i>Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial</i> (voir document de travail WHC-98/CONF.203/16).</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter examiner le projet de révision des <i>Orientations</i> (voir document de travail WHC-98/CONF.203/12) au point 10 de l'Ordre du jour provisoire.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
53. Le Centre devrait envisager de préparer des guides séparés pour différents intervenants et différentes activités au lieu de réviser les Orientations intégrales. Les Etats parties pourraient, par exemple, recevoir un guide présentant les étapes du processus de proposition d'inscription, les attentes concernant les présentations des propositions d'inscription et les délais s'y rapportant. Pour les organismes consultatifs, ces exigences pourraient être intégrées aux contrats, éventuellement avec une pénalité en cas de présentation tardive.	Le Comité doit évaluer les avantages et les inconvénients de préparer des directives séparées tel qu'il est proposé et doit tenir le Centre informé de sa décision d'appliquer cette recommandation.			<p>Le Centre a l'intention de publier et de diffuser des guides séparés pour différentes audiences sous réserve de l'octroi des fonds nécessaires par le Comité. Le document de travail WHC-98/CONF.203/15 sur la documentation, l'information et l'éducation concernant le patrimoine mondial présente une proposition de préparation des guides suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assistance internationale • Préparation de listes indicatives et de propositions d'inscription • Suivi et soumission de rapports • Organisation de cérémonies et pose de plaques commémoratives du patrimoine mondial (avec référence à l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial) <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter approuver les moyens pour le Centre de préparer les guides mentionnés ci-dessus, suivant la recommandation du document de travail WHC-98/CONF.203/15 sur la documentation, l'information et l'éducation concernant le patrimoine mondial au point 13 de l'Ordre du jour provisoire.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>59. Le Comité devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • modifier les Orientations ou les contrats avec les organismes consultatifs pour exiger que les évaluations des propositions d'inscription décrivent clairement les valeurs importantes de chaque site et comment elles se réfèrent aux critères appliqués au site ; et • demander régulièrement et de manière sélective un second avis indépendant sur des évaluations de propositions d'inscription. Ce second avis devrait être rendu par des experts manifestement indépendants des évaluations d'origine et devrait impliquer une visite du site. 	<p>Cette condition est déjà bien établie dans les Orientations actuelles (voir paragraphe 63).</p> <p>J'estime que c'est aux organismes consultatifs que doit incomber la responsabilité des évaluations indépendantes. Lors de sa prise de décision, le Comité doit exprimer ses points de vue sur la qualité de ces évaluations.</p>			<p>Le projet de révision des <i>Orientations</i> (voir document de travail WHC-98/CONF.203/16) inclut une référence à la rédaction, par les organismes consultatifs, d'une déclaration (1 à 2 paragraphes) sur les valeurs importantes de chaque site évalué en vue d'une proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Cette déclaration, une fois approuvée par le Comité, pourrait ensuite être utilisée à titre d'information en tant que déclaration officielle associée à la valeur universelle exceptionnelle des biens du patrimoine mondial.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter approuver le projet de révision des <i>Orientations</i> incluant une référence à la rédaction d'une déclaration sur les valeurs importantes du site, par les organismes consultatifs, suivant la recommandation du document de travail WHC-98/CONF.203/16, qui sera examiné au point 14 de l'Ordre du jour provisoire.</p> <p>L'UNESCO estime qu'il n'est pas nécessaire de demander un second avis sur les évaluations de propositions d'inscription. Il faut souligner, en outre, que c'est le Comité qui décide d'inscrire ou non un bien sur la Liste du patrimoine mondial, et non pas les organismes consultatifs.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter décider de maintenir le mode de concertation actuel avec les organismes consultatifs responsables de l'évaluation des biens dont l'inscription est proposée sur la Liste du patrimoine mondial.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>60. Le Centre devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • veiller à ce que chaque proposition d'inscription soit soigneusement vérifiée par un membre du personnel ayant de l'expérience quant à la teneur des propositions d'inscription et connaissant bien les actuelles orientations. Une proposition d'inscription ne devrait être envoyée aux organes consultatifs qu'une fois complète. Si des questions techniques se posent, le personnel technique approprié devrait être consulté et devrait signer la liste de vérification de la proposition d'inscription avant que celle-ci ne soit transmise. Les organismes consultatifs pourraient, à leur discrétion, accepter des dossiers incomplets avec des informations à fournir par la suite ; et • travailler avec les organismes consultatifs pour proposer au Comité d'autres moyens pour favoriser des évaluations crédibles et de grande qualité. 	<p>Le Centre améliorera encore sa méthode permettant de vérifier que les dossiers de propositions d'inscription sont complets. Il sera demandé aux organismes consultatifs de fournir une liste détaillée des informations nécessaires leur permettant de juger qu'une proposition d'inscription être prête pour leur évaluation.</p> <p>Le Directeur du Centre soulèvera cette question à la prochaine réunion du Centre avec les organismes consultatifs.</p>	<p>Recommandation 1 : Vérification du contenu de chaque proposition d'inscription</p> <p>Comme l'indiquent clairement les <i>Orientations</i>, le personnel du Centre du patrimoine mondial est responsable de la vérification du contenu des dossiers pour aider les Etats parties, tout en conservant la neutralité du Secrétariat.</p> <p>La capacité technique du Centre du patrimoine mondial à assumer cette fonction renforcera son image de structure au service des Etats Parties, tout en permettant aux experts de l'ICOMOS et de l'UICN de se concentrer sur l'évaluation des biens dès réception des dossiers d'inscription.</p> <p>Recommandation 2 : Evaluation des biens</p> <p>Le Centre du patrimoine mondial fixera clairement avec les organismes consultatifs responsables de l'évaluation des propositions d'inscription (ICOMOS et UICN) les règles de leur collaboration, afin de mieux impliquer le personnel du Centre dans le processus, et ce, dans la perspective d'informer au mieux le Comité et d'apporter une aide aux Etats parties.</p>		<p>Chaque responsable régional du Centre du patrimoine mondial vérifie le contenu des propositions d'inscription, accuse réception de toutes les propositions d'inscription, demande au besoin un complément d'information et transmet le dossier à l'UICN et/ou à l'ICOMOS.</p> <p>Le Centre du patrimoine mondial travaille en étroite collaboration avec les organismes consultatifs pour assurer la préparation d'évaluations crédibles et de grande qualité. Cette question fait l'objet d'une discussion permanente entre le Centre du patrimoine mondial et les organismes consultatifs.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>64. Le Comité devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • examiner les implications d'une Liste croissante du patrimoine mondial en péril, en particulier maintenant que l'activité de suivi prévue à la Convention s'intensifie ; et • fixer des priorités stratégiques d'action sur les sites de la Liste. 	<p>La Liste du patrimoine mondial en péril est véritablement un instrument permettant d'améliorer la conservation des biens menacés. Son potentiel pour la protection et la conservation des biens du patrimoine mondial n'a toutefois pas été complètement exploité. Le Comité doit s'assurer que la mise en oeuvre de cette recommandation est également liée à la revue stratégique d'ensemble comme il est recommandé au paragraphe 27.</p>			<p>La Liste du patrimoine mondial en péril s'allongerait considérablement si elle devait inclure tous les biens du patrimoine mondial potentiellement ou réellement menacés. L'établissement de cette liste vise surtout à renverser une situation qui aurait une incidence sur les valeurs de patrimoine mondial pour lesquelles le bien a été retenu. Dans bien des cas, la perspective d'une inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril a incité les Etats parties à prendre des mesures immédiates pour améliorer la conservation des biens. La Liste du patrimoine mondial en péril est un instrument d'autant plus efficace qu'il offre un mécanisme et un processus de négociation pour une meilleure conservation des biens. Toutefois, un certain nombre de biens figurent depuis très longtemps sur la Liste du patrimoine mondial en péril, alors que leur retrait semblerait justifié . Il est important que cette option de retrait soit appliquée quand elle est justifiée.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter demander au Groupe de planification stratégique du patrimoine mondial proposé ci-dessus, au Centre du patrimoine mondial et aux organismes consultatifs de mettre au point une politique concernant l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril et leur retrait éventuel de la Liste.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>65. Le Centre devrait renforcer la coopération avec les secteurs de la Culture et des Sciences de l'UNESCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour suivre l'état de conservation des sites, en particulier ceux inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, et • élaborer des approches conjointes pour apporter une assistance à ces sites. 	<p>Je vais créer un Groupe d'étude auquel participeront des professionnels du Centre et du Secteur des Sciences, afin d'élaborer de nouvelles approches pour le suivi et l'assistance internationale des biens du patrimoine mondial qui sont également des Réserves de biosphère.. Dans le cas de biens culturels, le Centre et le Secteur de la Culture mettront au point un système d'échange d'information pour s'aviser mutuellement avant d'entreprendre des activités de manière à mieux coordonner ces activités.</p>			<p>Pour ce qui est des biens du patrimoine mondial naturel, un groupe d'étude composé de représentants du Centre du patrimoine mondial, du Secrétariat du MAB et de l'UICN-CMPA a été créé en juillet 1998, à l'issue de la 5ème Réunion du Comité consultatif pour les Réserves de biosphère. Le Groupe d'étude définira un plan de travail et des modalités de financement pour aider à la conservation du patrimoine mondial.</p> <p>Des dispositions analogues seront prises pour renforcer la coopération avec les autres Secteurs, notamment celui de la Culture.</p> <p>Dans le cadre du développement de la coopération avec les différents secteurs de l'UNESCO et avec les organismes consultatifs, les Etats parties et autres partenaires intéressés à la conservation du patrimoine mondial, la priorité est donnée au suivi des biens, en particulier ceux qui figurent sur la Liste du patrimoine mondial en péril, et à l'élaboration d'approches bilatérales et multilatérales pour apporter une assistance à ces sites.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>Suivi des sites</p> <p>72. Le Centre devrait instaurer dès que possible la tenue de dossiers consolidés et la soumission de rapports concernant les rapports de suivi sur l'état de conservation en s'assurant qu'ils puissent être associés aux dossiers de propositions d'inscription. Ces informations devraient dès que possible être complétées par les rapports des années précédentes en recourant si nécessaire aux archives de l'ICOMOS et de l'UICN.</p>	<p>Le Centre instaurera des systèmes adaptés d'archivage et de soumission de rapports sur le suivi en totale concertation avec ses partenaires, au sein de l'UNESCO aussi bien qu'à l'extérieur.</p>			<p>Un nouveau système de traitement des rapports périodiques et de suivi sur l'état de conservation des sites sera mis en place suite au rapport du Groupe d'experts chargé d'examiner la structure des données et de l'information du Centre du patrimoine mondial.</p> <p>Une base de données est actuellement mise en place pour les rapports de suivi présentés au Bureau et au Comité avec leurs décisions respectives. La prochaine étape consistera à relier cette base de données à l'archivage des rapports techniques.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter approuver la proposition de création d'une base de données sur l'état de conservation des sites, comme cela est recommandé dans le document de travail WHC-98/CONF.203/15 qui doit être examiné au point 13 de l'Ordre du jour provisoire. De plus, le Comité pourrait souhaiter apporter son soutien au projet de développement d'un Système d'information intégré sur le patrimoine mondial tel qu'il est présenté au Chapitre I du budget indicatif du Fonds du patrimoine mondial pour 1999 (voir document de travail WHC-98/CONF.203/13) au point 11 de l'Ordre du jour provisoire.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>82. Le Comité devrait demander au Centre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préparer un aperçu des différents types d'activité de suivi et de définir quelle organisation (ou combinaison d'organisations) pourrait réaliser le plus efficacement cette activité. Cet aperçu devrait être préparé en concertation avec les organismes consultatifs et les Secteurs de l'UNESCO, et convenu par eux. • établir un mécanisme de coordination d'actions de manière régulière avec toutes les parties effectuant un suivi des sites du patrimoine mondial. 	<p>Le Comité doit charger le Centre d'entreprendre le travail nécessaire pour mettre en oeuvre ces propositions qu'il me paraît important d'accomplir.</p>			<p>Les procédures relatives au suivi réactif des biens menacés ont fait l'objet de discussions avec les organismes consultatifs et les secteurs de l'UNESCO. Bien que le Centre du patrimoine mondial ait un rôle de coordination, il est reconnu que les autres secteurs de l'UNESCO et les organismes consultatifs, ainsi que d'autres organisations et experts, jouent un rôle important dans le recueil de l'information et l'examen de la documentation technique concernant l'état de conservation des biens du patrimoine mondial.</p> <p>Pour ce qui est du suivi des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, des indications claires sont fournies aux paragraphes 82 à 89 des <i>Orientations</i>.</p> <p>La coordination des missions et des activités de suivi est régulièrement assurée avec les organismes consultatifs et les autres secteurs et unités de l'UNESCO, ainsi qu'au cours de la réunion consultative qui a lieu deux fois par an (en février et septembre) entre le Centre du patrimoine mondial et les organismes consultatifs.</p>
<p>84. Le Comité devrait demander au Centre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préparer, en concertation avec les organismes consultatifs, un format pour les rapports périodiques faits par les Etats parties pour approbation du Comité du patrimoine mondial ; et • établir des mécanismes pour le traitement et la tenue d'archives des rapports périodiques. 	<p>J'attache une grande importance à cette recommandation. Le Centre est prêt à mettre en oeuvre les décisions du Comité à cet égard.</p>	<p>Recommandation 4 : Suivi des sites</p> <p>Comme le propose l'audit, le Centre du patrimoine mondial pourrait voir renforcer ses compétences dans ce domaine - suivi systématique et suivi réactif - (Recom. 72 et suivantes), tout en respectant la souveraineté des Etats parties, notamment étant donné la décision de l'Assemblée générale des Etats parties sur le suivi des sites.</p> <p>Le projet de présentation de rapports demandé à Naples, sur l'harmonisation des modèles de rapports (et leur périodicité) permettra au Centre du patrimoine mondial de coordonner la préparation de rapports synthétiques et thématiques de suivi de l'état des biens par les Etats parties concernés.</p>	<p>Le Bureau a examiné un projet de format des rapports périodiques présentés par les Etats parties et a réfléchi au traitement, à l'examen et à la réponse du Comité à ces rapports.</p> <p>Le Bureau a demandé au Centre d'étudier plus en détail différents scénarios pour le traitement, le processus d'étude et l'examen des rapports périodiques. Il a chargé le Centre de continuer à peaufiner le document en collaboration avec les organismes consultatifs et à partir des commentaires et des observations faits par le Bureau pour examen par le Comité du patrimoine mondial à sa vingt-deuxième session.</p>	<p>Le Secrétariat appliquera les décisions du Comité du patrimoine mondial en ce qui concerne les rapports périodiques.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait décider d'adopter la méthodologie et les procédures de soumission de rapports périodiques proposées dans le document de travail WHC-98/CONF.203/6 au point 6 de l'Ordre du jour provisoire.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>Assistance internationale</p> <p>88. Le Centre devrait établir un système informatique de gestion qui permettra facilement d'accéder et d'analyser les tendances et les schémas des projets d'assistance internationale.</p>	<p>Le Centre améliorera ses capacités en matière de gestion de l'information, particulièrement afin de permettre au Comité de publier régulièrement une liste à jour de biens auxquels le Comité a accordé une assistance internationale.</p>	<p>Recommandation 3 : Assistance internationale</p> <p>L'Organe consultatif a décidé de ne pas approuver la recommandation de l'Evaluation de la gestion administrative concernant le recours à des experts extérieurs pour l'attribution des fonds pour l'assistance internationale et à une évaluation extérieure de la pertinence et de l'impact de l'assistance fournie.</p>		<p>Tous les projets d'assistance internationale approuvés par le Président, le Comité ou le Bureau ont été régulièrement présentés aux organes statutaires du patrimoine mondial. Les systèmes de gestion de l'information du Centre seront améliorés à l'avenir de manière à faciliter l'accès et l'analyse des tendances et des schémas de ces projets. Ces tendances révéleront probablement que les demandes d'assistance internationale des Etats parties sont souvent reçues de manière ponctuelle.</p> <p>Décision requise : Etant donné que les tendances et les schémas des projets d'assistance internationale n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse, le Comité pourrait souhaiter réserver des fonds permettant à un consultant de faire cette étude. Suivant les résultats de l'analyse, le Comité pourrait souhaiter poursuivre le débat sur les futures mises de fonds pour des projets d'assistance internationale. De plus, le Comité pourrait souhaiter apporter son soutien au projet de développement d'un Système d'information intégré du patrimoine mondial tel qu'il est présenté au Chapitre I du budget indicatif du Fonds du patrimoine mondial pour 1999 (voir document de travail WHC-98/CONF.203/13) au point 11 de l'Ordre du jour provisoire.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
89. Le Comité devrait prendre les mesures nécessaires pour remplir son obligation conformément au paragraphe 5 de l'article 13 pour établir, mettre à jour régulièrement et diffuser une liste des biens pour lesquels il a accordé une assistance internationale.	Le Centre améliorera ses capacités en matière de gestion de l'information, particulièrement afin de permettre au Comité de publier régulièrement une liste à jour de biens auxquels le Comité a accordé une assistance internationale.			Des listes complètes avec une description détaillée des projets d'assistance internationale ont été diffusées au Comité et au Bureau du patrimoine mondial. Le document de travail WHC-98/CONF.203/15 sur la documentation, l'information et l'éducation relatives au patrimoine mondial fait état d'un projet d'élaboration et de diffusion de cette liste deux fois par an. Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter donner les moyens de dresser et de diffuser la liste des projets d'assistance internationale, comme il est proposé dans le document de travail WHC-98/CONF.203/15 qui sera traité au point 13 de l'Ordre du jour provisoire.
94. Le Comité devrait : <ul style="list-style-type: none">• envisager de revoir les <i>Orientations</i> pour donner au Centre une plus grande souplesse dans l'attribution d'une assistance internationale tout en exigeant de celui-ci qu'il fournisse des rapports appropriés sur la comptabilité et les résultats ; et• établir des priorités stratégiques entre et dans les catégories d'assistance internationale, compte tenu du créneau du Fonds du patrimoine mondial, du rôle du fonds du Programme ordinaire et des actions d'autres secteurs au sein de l'UNESCO et d'autres donateurs.	Recommandation tout à fait opportune. Elle aura des incidences positives sur presque tous les aspects de la mise en oeuvre de la Convention, particulièrement pour améliorer les taux d'exécution actuels des fonds alloués à des projets d'assistance internationale. Cela doit constituer un élément important de la revue stratégique d'ensemble recommandée au paragraphe 27.			Toutes les demandes d'assistance internationale doivent être examinées par le Centre du patrimoine mondial et soumises aux organismes consultatifs concernés avant d'être présentées au Président ou au Bureau. Les suggestions suivantes au sujet de la réforme du système d'assistance internationale figurent dans le projet de révision des Orientations (voir document de travail WHC-98/CONF.203/16) : <ul style="list-style-type: none">• Augmentation du plafond de 15.000 à 20.000 \$EU pour chaque projet d'assistance préparatoire.• Approbation de l'assistance d'urgence jusqu'à 30.000 \$EU à n'importe quel moment de l'année, sous réserve de l'accord du Président et de l'ensemble des fonds disponibles.• Examen des demandes supérieures à 30.000 \$EU par le Bureau avant soumission au Comité.• Création d'une nouvelle catégorie d'assistance éducative.

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
95. Le Comité et le Centre devraient établir conjointement des attentes de résultat pour l'assistance internationale fournie sous l'égide de la Convention du patrimoine mondial.	Je chargerai le Centre de prendre les mesures nécessaires pour assurer le suivi de cette question			L'assistance internationale est octroyée sous forme d'accords contractuels énonçant clairement les procédures à suivre pour l'évaluation et le rapport financier. Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter demander au Groupe de planification stratégique du patrimoine mondial, qui est proposé, d'aborder cette question en concertation avec le Centre du patrimoine mondial et les organismes consultatifs.
96. Le Comité devrait demander au Centre de préparer un projet de révision des <i>Orientations</i> . Ces révisions devraient comprendre la préparation d'une description séparée pour les Etats parties des types d'assistance internationale disponibles, des procédures d'obtention de cette assistance et des obligations d'une telle assistance.	Lors de la préparation des projets de révision des <i>Orientations</i> , les décisions du Comité concernant les recommandations des paragraphes 93 et 94 devront être prises en compte. Une petite brochure sur le Fonds du patrimoine mondial a été publiée au début des années 90 et le Comité pourrait envisager de la mettre à jour pour refléter toutes les modifications proposées aux <i>Orientations</i> .			Le suivi de cette recommandation s'est fait en relation avec la recommandation 53 ci-dessus.
97. Les responsables du Centre devraient demander la révision officielle d'un pair et la signature d'un autre responsable concernant les mérites techniques de tout projet particulier qu'ils examinent avant que le Centre n'approuve l'octroi de fonds de manière interne.	La création d'un Groupe d'étude associant le Centre et le Secteur des Sciences et un système d'échange d'information entre le Centre et le Secteur de la Culture permettra d'instaurer des mécanismes d revue interne.			La promotion de la revue interne d'un pair pourrait se faire grâce à un groupe d'étude composé de représentants du Centre du patrimoine mondial, du Secrétariat du MAB et de l'UICN-CMAP, créé en juillet 1998, à l'issue de la 5ème réunion du Comité consultatif pour les Réserves de biosphère, et par un échange d'information avec le Secteur de la Culture.

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
106. Le Comité devrait demander au Centre de faire effectuer une évaluation extérieure sur la pertinence et l'impact de l'assistance internationale fournie. Ces informations devraient servir de base à une évaluation de suivi dans trois ans.	Une évaluation sera entreprise par l'Unité centrale d'évaluation de l'UNESCO et/ou des organisations extérieures.			Il a été demandé à l'Unité centrale d'Evaluation de l'UNESCO d'entreprendre cette évaluation. Décision requise : Le Comité devrait décider s'il convient d'allouer des fonds nécessaires à cet usage, conformément à la proposition formulée dans le Chapitre I du budget indicatif du Fonds du patrimoine mondial pour 1999 (voir document de travail WHC-98/CONF.203/13) au point 11 de l'Ordre du jour provisoire.
<p>Gestion du Centre du patrimoine mondial</p> <p>Gestion des activités</p> <p>117. Le Centre devrait examiner l'étendue actuelle de ses fonctions et activités en concordance avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les priorités stratégiques établies par le Comité ; et • une définition clarifiée de ses rôles, de ses responsabilités et de ses relations de reddition de comptes concernant les activités du patrimoine mondial qui ne sont pas directement liées aux réunions statutaires. 	Dès l'achèvement de la revue stratégique telle qu'elle est recommandée au paragraphe 27, et une fois que le Comité aura fixé des priorités pour le travail futur de la Convention, j'ai l'intention de mettre à jour le mandat du travail du Centre en consultation avec les secteurs et unités concernés.			Le Centre du patrimoine mondial, en tant qu'unité de l'UNESCO, est chargé des questions relatives au patrimoine mondial. Il est non seulement au service des organes statutaires du patrimoine mondial (l'Assemblée générale des Etats parties, le Comité et le Bureau du patrimoine mondial) et des Etats parties à la <i>Convention</i> , mais aussi de ceux de l'UNESCO (la Conférence générale et le Conseil exécutif) et des Etats membres de l'Organisation. Le travail du Centre du patrimoine mondial est donc réparti en fonction des services assurés pour chacun de ces clients.
125. Le Centre devrait : <ul style="list-style-type: none"> • élaborer, sous la direction de l'Office de l'information du public et de l'Office des Editions de l'UNESCO, des politiques et mécanismes appropriés pour contrôler la qualité des produits d'information et de publication, et protéger les droits et intérêts de l'UNESCO, du Fonds et des Etats parties/sites, selon les besoins ; • veiller à ce que les activités de présentation et d'information soit harmonisées avec les activités 	Un groupe de travail spécial a été constitué par le Centre avec d'autres secteurs et unités de l'UNESCO, notamment OPI et l'Office des Editions de l'UNESCO pour traiter ces questions. Il élaborera des politiques et des mécanismes pour contrôler la qualité des produits liés à l'information et aux publications. Le Centre informera à l'avance les Etats parties, ainsi que les secteurs de l'UNESCO concernés, des activités en matière d'information et de publications.	<p>Recommandation 5 : Promotion et information du public</p> <p>L'Organe consultatif recommande au Centre du patrimoine mondial de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ contrôler la qualité de l'information avec les services compétents de l'UNESCO, ▪ harmoniser cette information avec les Etats parties, ▪ évaluer périodiquement les activités d'information et d'éducation. 		<p>A la demande de l'Organe consultatif et du Bureau, le Centre du patrimoine mondial présentera à la vingt-deuxième session extraordinaire du Bureau et à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial, les éléments stratégiques en matière de promotion, de coopération multimédia, d'information et de documentation.</p> <p>Le Centre du patrimoine mondial suivra rigoureusement les directives que pourrait souhaiter le Comité quant à l'utilisation future de l'emblème du patrimoine mondial et la collecte de fonds.</p>

<i>Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)</i>	<i>Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997</i>	<i>Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)</i>	<i>Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)</i>	<i>Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial</i>
<p>125. (suite)</p> <p>entreprises par les Etats parties conformément à leurs obligations en tant que signataires de la Convention ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer périodiquement la rentabilité et les effets de ses activités d'information et d'éducation. 		<p>L'Organe consultatif a noté que cette recommandation devait être étudiée en se référant à la Recommandation II à la section II du WHC-98/CONF.201/INF.11 (Communication et promotion).</p>		<p>Le Centre du patrimoine mondial travaille également avec les autres secteurs et unités de l'UNESCO et les Etats parties afin d'améliorer le contrôle de qualité des produits multimédias du patrimoine mondial.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter débattre de ces questions en référence au <i>Plan stratégique pour les activités de documentation, d'information et d'éducation concernant le patrimoine mondial</i> proposé dans le document de travail WHC-98/CONF-203/15 au point 13 de l'Ordre du jour provisoire.</p>
<p>128. Le Centre devrait rechercher une combinaison idéale de compétences spécialisées en se fondant sur une définition claire de l'ampleur et de la nature de chaque activité, ainsi que sur la rentabilité d'autres modalités de mise en oeuvre possibles.</p>	<p>La liste précise des activités dont le Centre est responsable devra être établie à partir de la revue stratégique recommandée au paragraphe 27. Elle permettra de définir une combinaison idéale de compétences.</p>			<p>Bien que le personnel du Centre du patrimoine mondial soit aussi qualifié que possible pour assurer le travail transdisciplinaire, il est reconnu que l'appel aux connaissances hautement spécialisées de conseillers et de consultants est parfois nécessaire lorsqu'ils ne sont pas disponibles au sein de l'UNESCO.</p>
<p>130. Le Centre devrait parvenir à une meilleure intégration entre les fonctions du patrimoine culturel et naturel.</p>	<p>Certaines fonctions communes au patrimoine naturel et culturel peuvent être intégrées, mais certains domaines de compétence relatifs à la conservation du patrimoine culturel et naturel sont distincts et doivent rester séparés.</p>			<p>Le Centre du patrimoine mondial a fait des progrès considérables à cet égard et le déséquilibre entre les fonctions communes au patrimoine naturel et culturel a été corrigé. Le Centre a la capacité, pour chaque région, d'intégrer des compétences spécialisées aussi bien en matière de conservation du patrimoine culturel que naturel.</p>
<p>136. Le Centre devrait développer des mécanismes pour accroître la prise de décisions collégiale, la coordination et le partage des enseignements tirés dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • budgétisation et planification du travail ; • gestion des activités ; et • comptes rendus sur les activités et les résultats. 	<p>Le Directeur du Centre améliorera la mise en commun de l'expérience acquise dans ces quatre domaines. Le système décisionnel sera également amélioré grâce à la création d'un Groupe d'étude en relation avec le Secteur des Sciences et un système d'échange d'information avec le Secteur de la Culture.</p>			<p>Pour accroître la prise de décisions collégiale, la coordination et le partage des enseignements, les réunions de personnel sont complétées par des réunions ponctuelles qui rassemblent tous ceux qui sont directement concernés par les questions au programme. Cela se traduit par une plus grande cohérence dans les actions de l'UNESCO en matière de patrimoine mondial. Un Groupe d'étude a été créé avec le Secrétariat du MAB et l'UICN/CMAP.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
136.(suite)				L'échange d'information sur le patrimoine mondial avec le Secteur de la Culture sera amélioré. Une collaboration permanente se poursuit entre le Centre du patrimoine mondial et le Système des Ecoles associées au sein du Secteur de l'Education pour la mise en oeuvre du Projet spécial UNESCO : "Participation des jeunes à la préservation et la promotion du patrimoine mondial".
142. Il est nécessaire que le Comité et le Centre revoient la manière selon laquelle il est actuellement répondu aux besoins du Comité et comment ceux-ci pourraient être mieux servis.	Si le Comité énumère ses besoins selon ses priorités, le Centre organisera alors son travail en conséquence afin de mieux satisfaire ces priorités.			Le travail du Centre du patrimoine mondial s'organise en fonction des besoins exprimés par les Etats parties, les Etats membres et les organes statutaires du patrimoine mondial et de l'UNESCO. Comme le mentionne la recommandation 27 ci-dessus, il est nécessaire d'établir une stratégie cohérente et adaptée à la mise en oeuvre de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> . Décision requise : Si le Comité constitue un Groupe de planification stratégique du patrimoine mondial (comme le mentionne la recommandation 27 ci-dessus), il pourrait souhaiter demander à ce Groupe d'étude d'examiner cette question.
143. Le Centre devrait envisager d'avoir un soutien spécial pour rationaliser le travail préparatoire et la documentation de suivi pour les réunions statutaires.	Je pense qu'il est préférable que tous les membres du personnel soient associés aux réunions statutaires de manière à être pleinement informés des procédures de travail et de l'ordre du jour du Bureau et du Comité.			Le travail du personnel du Centre du patrimoine mondial porte avant tout sur la préparation, le rétribution de services et le suivi des activités des réunions statutaires.
<p>Planification opérationnelle et mesure des résultats</p> <p>150. Le Comité devrait envisager d'harmoniser son cycle de planification avec le système de planification biennal de l'UNESCO.</p>	Si le Comité en fait la demande, le Centre fournira un document présentant l'établissement possible d'un cycle biennal de planification à la prochaine session du Comité.			Dans le cadre du cycle biennal de planification stratégique, le Centre du patrimoine mondial contribuera à l'élaboration du 30C/4 (Plan à moyen terme de l'UNESCO pour 2002-2007) et au 30C/5 (Programme et Budget 2000-2001). Ces documents stratégiques qui font référence à l'allocation de fonds au titre du Programme ordinaire, devront être adoptés par la 30ème session de la Conférence générale en 1999.

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
150. (suite)				<p>A l'heure actuelle, les décisions concernant l'exploitation du Fonds du patrimoine mondial sont prises sur une base annuelle en dépit de l'article 2 du <i>Règlement financier du Fonds du patrimoine mondial</i> stipulant que "La durée de l'exercice financier sera de deux années civiles consécutives coïncidant avec l'exercice du Budget ordinaire de l'UNESCO".</p> <p>Décision requise : Afin d'harmoniser la planification stratégique, les cycles budgétaires et la planification du travail pour le Programme ordinaire et le Fonds du patrimoine mondial, le Comité pourrait décider de réinstaurer une budgétisation et une planification biennales pour le Fonds du patrimoine mondial, conformément à l'article 2 du Règlement financier du Fonds du patrimoine mondial à partir de l'exercice 2000-2001.</p>
<p>151. Afin d'améliorer le suivi de la mise en oeuvre des décisions du Comité et d'autres activités, le Centre devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner un caractère officiel au processus de préparation et de mise à jour des plans de travail ; • préparer des plans de travail en présentant des options avec des estimations des implications quant au coût total et reposant sur des priorités stratégiques clairement établies ; • suivre les opérations par des informations de qualité concernant la gestion et les aspects financiers par rapport aux plans de travail approuvés ; et 	Le Centre continuera à améliorer ses résultats sur ces quatre points.			<p>Le Centre du patrimoine mondial consacre énormément de temps à l'exécution des tâches complexes et détaillées de préparation, mise à jour et examen des résultats des plans de travail pour le Programme ordinaire et le Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Pour le Programme ordinaire, le Centre prépare des apports dans le cadre d'un Plan à moyen terme (2000-2005) et du Programme et Budget (2000-2001) biennal pour soumission à la Conférence générale.</p> <p>Le Plan à moyen terme (C/4) et le Programme et Budget biennal (C/5) constituent les principaux éléments stratégiques de l'UNESCO qui présentent les budgets approuvés, les plans de travail, les priorités, les cibles et l'évaluation.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>151. (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • rendre régulièrement compte au Comité par un rapport sur ses résultats comparativement à des objectifs et des priorités clairement convenus et des plans dont le coût aura été pleinement établi. 				<p>Jusqu'ici, les plans de travail annuels du Fonds du patrimoine mondial sont préparés pour soumission au Comité du patrimoine mondial.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter la proposition formulée dans la recommandation 150 ci-dessus, pour une harmonisation des plans de travail et des budgets à l'usage du Programme ordinaire et du Fonds du patrimoine mondial.</p>
<p>157. Le Centre devrait systématiquement rendre compte des résultats de ses activités et projets, et d'autres facteurs qui sont considérés critiques au succès de la Convention.</p>	<p>Une attention particulière sera accordée à la présentation au Comité de rapports d'évaluation sur l'ensemble des activités en cours et, notamment, celles qui concernent le suivi, l'assistance internationale et la promotion.</p>			<p>Il est important que l'évaluation de la mise en oeuvre de la Convention <i>du patrimoine mondial</i> (y compris le suivi, l'assistance internationale et la promotion) se fasse en pleine concertation avec les Etats parties. Les Etats parties doivent être encouragés, dans la mesure du possible, à utiliser leurs propres moyens pour l'évaluation de ces activités.</p> <p>Décision requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter les propositions formulées dans la recommandation 27 pour la planification stratégique et dans la recommandation 106 pour l'évaluation de l'assistance internationale.</p>
<p>Gestion des ressources humaines Personnel du Centre du patrimoine mondial</p> <p>174. Le Centre devrait veiller à ce que tous les postes soient décrits et approuvés à la suite d'une application rigoureuse de la norme de classement et en tenant compte des responsabilités réelles et des fonctions et qualifications requises pour les postes qui sont nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels.</p>	<p>Cette recommandation sera suivie scrupuleusement.</p>	<p>Recommandation 6 : Gestion des ressources humaines et organisation du Centre du patrimoine mondial (Recom. 164-172)</p> <p>Selon la recommandation de l'Organe consultatif, le Centre du patrimoine mondial doit :</p> <p>veiller à ce que tous les <u>postes permanents</u> soient clairement <u>identifiés</u> avec une description des tâches correspondantes et des qualifications requises pour l'emploi selon une application rigoureuse de la norme de classement. Ce document doit être approuvé et rendu public.</p>	<p>Le Bureau a adopté la recommandation suivante :</p> <p>2. Tenant compte du paragraphe 90 du Rapport de l'Organe consultatif, a recommandé que :</p> <p>l'UNESCO et le Centre du patrimoine mondial</p> <p>veillent à ce que tous les postes permanents soient clairement identifiés avec une description des tâches correspondantes et des qualifications requises pour l'emploi selon une application rigoureuse de la norme de classement. Ce document doit être approuvé et rendu public.</p>	<p>La description de tous les postes du Centre du patrimoine mondial est conforme aux Règlements et procédures de l'UNESCO. A la demande du Centre du patrimoine mondial, plusieurs audits évaluant les tâches ont été réalisés pour assurer une application rigoureuse de la norme de classement.</p> <p>Des progrès considérables ont été faits pour régulariser la situation des effectifs préalablement recrutés sur la base de contrats temporaires.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
174. (suite)		<ul style="list-style-type: none"> ▪ pouvoir tous les emplois permanents. <p>En ce qui concerne l'assistance temporaire, l'audit a noté un recours important à des surnuméraires et des consultants contractuels qui, pour certains, ont assumé des fonctions de personnel permanent.</p> <p>Toutefois, si les tâches sont clairement définies et réparties entre le personnel permanent et si les emplois sont pourvus rapidement, il y a adéquation entre les objectifs du Centre et les tâches qui lui sont assignées.</p> <p>Si, en plus des experts associés mis à disposition à la suite d'arrangements, le Centre éprouve le besoin de recruter du personnel intérimaire pour des tâches permanentes, il convient soit de revoir la définition des postes et la répartition des tâches, soit d'obtenir du personnel permanent supplémentaire, ce qui, dans les circonstances actuelles, n'est pas autorisé par l'UNESCO.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ pourvoient tous les emplois permanents. 	La formation du personnel en gestion de la qualité devrait être envisagée à l'avenir. Le Centre du patrimoine mondial abordera ce sujet important avec le Bureau du Personnel.
Gestion financière 179. Le Centre devrait continuer à donner la priorité à l'amélioration de sa situation en matière de gestion financière, avec l'aide du Contrôleur et de l'Inspecteur général de l'UNESCO.	Le contrôle interne sera renforcé par le biais du Bureau du Contrôleur.			Un rapport détaillé des actions entreprises par le Centre comme suivi aux recommandations de l'audit externe a été présenté lors de la 22è session du Bureau en tant que document d'information WHC-98/CONF.201/INF.5
Gestion de l'information 193. Le Centre devrait : <ul style="list-style-type: none"> • étudier soigneusement les recommandations de l'Unité de documentation pour renforcer la mémoire corporative, améliorer les procédés de gestion des documents et mettre en oeuvre dès que possible toutes les phases réalisables ; 	Le Centre contrôlera l'accès aux dossiers de candidature et enregistrera systématiquement les rapports de mission et de suivi, ainsi que les listes de contrôle et la correspondance relatives aux propositions d'inscription de biens.			Préalablement à l'Evaluation de la gestion administrative, le Centre du patrimoine mondial a identifié plusieurs carences notoires dans la gestion de la documentation du patrimoine mondial, en particulier le manque d'espace, l'absence de contrôle électronique efficace des documents, et l'inadéquation du système de classement rendant les recherches de documents et d'information très laborieuses.

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>193. (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • adapter le système central d'archivage pour prendre en compte les exigences au niveau de l'UNESCO et les besoins opérationnels du Centre. Ceci devrait entraîner une coordination entre professionnels et personnel de soutien pour choisir le meilleur de leur système individuel ; • tenir une base de données sur le nombre, le type et l'origine des demandes reçues, ainsi que le temps consacré par le personnel à y répondre, afin de rationaliser cette activité par des mécanismes de soutien efficaces ; et • veiller à une utilisation maximale de la technologie actuelle comme les messageries vocale et électronique. 				<p>A l'issue de cette évaluation et de l'Evaluation de la gestion administrative qui a suivi, le Centre a demandé à des experts de réputation internationale en matière de gestion de l'information, de revoir l'infrastructure de l'information du Centre (mars 1998). Ce groupe a conclu que le Centre devait mettre en place un système intégré de gestion de l'information sur le patrimoine mondial en faisant appel aux conseils d'experts extérieurs et avec la participation de l'ensemble du personnel. Ce nouveau système intégrerait les anciennes et nouvelles bases de données, les dossiers de propositions d'inscription, les documents des réunions statutaires, les rapports et la correspondance en un ensemble informatisé accessible à tout le personnel et, selon les cas, avec des mots de passe pour les organismes consultatifs, les membres du Comité et le grand public. En 1998, 95% des dossiers de propositions d'inscription sont passés au scanner et une nouvelle base de données sur l'assistance internationale a été mise en place. Un expert a été désigné pour concevoir le système d'information du patrimoine mondial et le financement partiel a été assuré grâce aux ressources extrabudgétaires. Toutefois, au moment de la rédaction de ce rapport, les modalités de cette opération ne sont pas terminées. Le Centre du patrimoine mondial souffre toujours d'un sérieux manque d'espace.</p> <p>Décision requise : Comme il est indiqué en référence à la recommandation 72, le Comité pourrait souhaiter apporter son soutien au projet d'installation d'un système intégré de gestion de l'information tel qu'il est présenté au Chapitre I du budget indicatif du Fonds du</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
193. (suite)				<p>patrimoine mondial en 1999 (voir document de travail WHC-98/CONF.203/13) au point 11 de l'Ordre du jour provisoire.</p> <p>L'ensemble du personnel a à sa disposition et utilise le courrier électronique. L'adresse électronique, whc-staff@unesco.org, permet de diffuser simultanément des messages et autres informations à tout le personnel. La messagerie vocale de l'UNESCO est à la disposition de tous les membres du personnel.</p>
<p><u>Coopération au sein de l'UNESCO et avec des Organisations internationales</u></p> <p>Rôle et responsabilités au sein de l'UNESCO</p> <p>201. Le Directeur général devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcer les processus existants de coordination des activités du patrimoine mondial au sein de l'UNESCO pour faire en sorte que ces activités soient administrées de la manière la plus efficace ; • préciser les responsabilités du Centre quant aux activités se rapportant au patrimoine mondial au sein de l'UNESCO. 	<p>Le Comité directeur sera redynamisé en tant qu'organe de décision pour assister le Centre dans sa mission de coordination de la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UNESCO, et conformément aux décisions du Comité. La création d'un Groupe d'étude avec le Secteur des Sciences et d'un système d'échange d'information avec le Secteur de la Culture complétera le travail du Comité directeur au niveau opérationnel.</p>	<p>L'Organe consultatif a recommandé qu'un document détaillé interne à l'UNESCO soit élaboré et présenté à la vingt-deuxième session du Comité pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ définir les tâches du Centre du patrimoine mondial ; ▪ définir les modalités de coordination des autres secteurs de l'UNESCO. 	<p>Le Bureau a adopté la recommandation suivante :</p> <p>1. Ayant pris note des paragraphes 79 à 89 du "Rapport sur le travail de l'Organe consultatif du Comité", a adopté la décision suivante :</p> <p>Qu'un document détaillé soit élaboré par le Directeur général de l'UNESCO et mis à la disposition des membres du Comité avant la fin du mois d'octobre 1998. Le rapport doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les tâches et les fonctions du Centre du patrimoine mondial en tant que Secrétariat de la Convention; • les modalités d'intervention et de collaboration des autres secteurs spécialisés de l'UNESCO dans le domaine du patrimoine mondial ; • les modalités de coordination des autres secteurs avec le Centre du patrimoine mondial. <p>Le document sera soumis à l'approbation de la vingt-deuxième session du Comité qui formulera ensuite sa recommandation à l'Assemblée générale des Etats parties.</p>	<p>Le Directeur général prépare une note dans ce sens.</p>

Recommandations du "Rapport de l'Auditeur externe au Directeur général de l'UNESCO sur l'évaluation de la gestion administrative de la Convention du patrimoine mondial" (Numéros des paragraphes indiqués)	Commentaires du Directeur général de l'UNESCO, 28 novembre 1997	Recommandations de l'Organe consultatif (Numéros des recommandations indiqués)	Recommandations de la 22ème session du Bureau (Numéros des recommandations indiqués)	Suites à donner, délais d'application et recommandations à la 22ème session du Comité du patrimoine mondial
<p>Coopération avec d'autres organisations internationales concernées par les activités du patrimoine mondial culturel ou naturel ou des instruments associés</p> <p>208. Le Comité devrait, dans le cadre de l'exercice de planification stratégique, demander au Centre de préparer un plan qui identifie systématiquement les organisations internationales participant à des activités se rapportant au patrimoine mondial, ainsi que les occasions et approches à une coopération plus étroite.</p>	<p>Si le Comité en fait la demande, le Centre élaborera ce projet.</p>			<p>Décision requise : Le Comité pourrait décider de l'élaboration de ce projet dans le cadre du travail de planification stratégique suggéré dans la recommandation 27.</p>
	<p>Remarques finales</p> <p>En ce qui concerne la mise en oeuvre des recommandations, je charge le Comité de :</p> <ul style="list-style-type: none"> fixer des priorités et des calendriers de mise en oeuvre ; décider si une revue, des analyses et des études recommandées doivent être menée par le Centre en coopération avec des unités basées à l'UNESCO ou par des organisations extérieures ; et estimer et fournir les ressources financières nécessaires pour la mise en oeuvre des recommandations quand cela est nécessaire. 		<p>Le Bureau a adopté la recommandation suivante :</p> <p>3. Tenant compte des paragraphes 91 à 109 du Rapport de l'Organe consultatif, a adopté la recommandation suivante :</p> <p><u>Partage le sentiment</u> que des ambiguïtés subsistent sur la manière dont ont été adoptées et appliquées les décisions sur les fonds relatifs aux programmes et projets relevant de la mise en oeuvre de la Convention de 1972 ;</p> <p><u>Réaffirme</u> que cette préoccupation doit faire l'objet d'un examen attentif d'une manière urgente ;</p> <p><u>Recommande</u> au Directeur général de redéfinir clairement (dans le rapport, à la Recommandation 1 ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> la manière dont les décisions sont adoptées et appliquées quant à l'utilisation des fonds attribués à la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial; les tâches et les fonctions du Centre du patrimoine mondial relatives à l'utilisation des fonds, en tant que Secrétariat de la Convention. 	<p>L'amélioration du fonctionnement du Centre du patrimoine mondial en tant que Secrétariat du Comité du patrimoine mondial est nécessaire pour relever les nouveaux défis liés à la mise en oeuvre de la Convention. Il s'agit là d'un processus dynamique dans lequel l'éventail des questions relatives à la conservation est à la fois large et complexe, surtout dans le cas des sites hautement symboliques qui ont une importance pour des groupes de personnes spécifiques, où l'exploitation des ressources à court terme menace la conservation des biens à long terme. Dans le même temps, le nombre de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial augmente régulièrement. Les ressources humaines et financières dont dispose le Centre pour traiter toutes ces questions seront grandement limitées par celles de l'UNESCO même.</p>